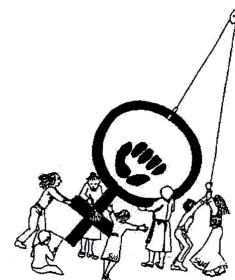


8 mars 2014 Journées internationale de lutte des femmes

Toutes et tous ensemble, uni-es, Partout où c'est possible, **Grève et manifestation pour l'égalité !**



Historiquement, le 8 mars est une journée internationale de lutte des femmes. Ce sont par leurs luttes que les femmes ont pu conquérir de nouveaux droits et progresser vers l'égalité. Mais l'égalité réelle n'est pas encore là et nos droits sont fragiles. C'est dans ce sens que Solidaires est à l'initiative d'un appel pour un 8 mars féministe et revendicatif. Cet appel, retranscrit au verso, est signé nationalement par l'Union syndicale Solidaires, la FSU, l'UNEF, ATTAC, la Marche mondiale des femmes et le Planning Familial Ile de France.

Les salaires sont bloqués depuis plusieurs années, aussi bien dans le secteur public que dans le secteur privé, les temps partiels non « choisis » trop nombreux, les promotions professionnelles largement insuffisantes.

Les carrières des femmes sont incomplètes et les pensions de retraites ne leur permettent pas de vivre décemment. De plus, nos métiers dits « féminins », faisant appel à des compétences soi-disant « naturelles » ne sont pas reconnus et valorisés en terme de salaire.

En Europe et en France, les femmes sont les premières victimes des politiques d'austérité. Notre secteur, sanitaire, social et médicosocial, public et privé, féminisé à hauteur de 80%, n'y échappe pas. Les femmes sont doublement concernées. En tant que salariées, elles subissent de multiples restructurations et regroupements qui dégradent leurs conditions de travail : mobilité, polyvalence, sous effectif, déréglementation des plannings et du droit du travail, fermeture d'établissements de proximité, suppression de lits, suppressions de postes. En tant qu'usagères, elles supportent la détérioration des conditions d'accueil et d'accès aux soins. Quand les soins ne sont plus assurés par la collectivité, ce sont les femmes qui sont en première ligne pour prendre en charge à la maison ces soins. De plus, le nombre de renoncement aux soins pour des raisons financières est aussi plus important pour les femmes.

♀ Nous revendiquons l'arrêt des politiques d'austérité passées et à venir, l'arrêt des restructurations, la défense de la sécurité sociale, l'abrogation de la Loi HPST, la défense et l'amélioration du statut et des conventions collectives.

♀ Nous revendiquons l'égalité salariale (à travail égal, salaire égal), l'égal accès à la promotion professionnelle et à tous les métiers, la revalorisation des salaires des métiers dits « féminins » et la reconnaissance des qualifications, des responsabilités et de la pénibilité (horaires, amplitude, rythmes de travail), le respect des lois et des dispositifs relatifs à l'égalité professionnelle et salariale et des sanctions contre les employeurs ne respectant pas leurs obligations en la matière.



Dans un contexte national et européen nauséabond où la partie la plus réactionnaire, conservatrice et rétrograde se mobilise, notre droit à l'avortement est fragile.

En Espagne, il est remis en cause. C'est une régression majeure contre le droit fondamental des femmes à disposer de leur corps, un recul inacceptable qui assigne de nouveau les femmes à la maternité.

Pour nous, l'accès aux services de santé et le droit à disposer de son corps doivent être garantis, notamment par l'abrogation de la loi HPST, le maintien des structures de santé de proximité, ainsi que des centres de planification et des centres IVG.

Les violences faites aux femmes, expression la plus extrême de la domination patriarcale, perdurent, aussi bien dans la société qu'au travail. Les violences conjugales physiques et psychologiques sont insupportables, les violences sexistes et sexuelles au travail inacceptables, la prostitution intolérable.

♀ Nous revendiquons des mesures immédiates contre la précarité et la pauvreté auxquelles les femmes sont les premières confrontées: revenus, logement, minimas sociaux... Nous revendiquons de réelles mesures de prise en charge et de lutte contre les violences sexistes et sexuelles, qu'elles se produisent au travail ou dans la sphère privée, avec les répercussions qu'entraînent ces dernières dans la vie professionnelle.

La double journée de travail n'a toujours pas disparue, faute de partage égalitaire des tâches domestiques et familiales et faute de moyens de garde d'enfant à la hauteur des moyens.

♀ Nous voulons un service public de la petite enfance renforcé et accessible à toutes et tous, y compris dans nos établissements.

Alors le 8 mars, journée internationale de lutte pour les droits des femmes, emparons-nous de cet appel unitaire pour organiser partout où c'est possible des initiatives revendicatives, rassemblement, manifestation, grève au travail, grève à la maison.

Un préavis de grève est déposé dans notre secteur.

Appel unitaire pour un 8 mars féministe et syndical



Les luttes des femmes ont permis de conquérir des droits et de progresser vers l'égalité entre les femmes et les hommes. Mais aujourd'hui cette égalité est loin d'être effective dans une société qui reste encore dominée par le système patriarcal. Certains droits se trouvent même remis en cause, notamment du fait des politiques d'austérité. La montée de l'extrême-droite et des extrémismes religieux constitue un danger supplémentaire de régression pour les femmes.

La journée du 8 mars, qui célèbre l'histoire de ces luttes, est plus qu'un symbole. C'est la journée internationale de luttes pour les droits des femmes du monde entier. Ce n'est pas la journée de « la » femme, comme les médias se complaisent à le répéter. Il n'y a pas une femme, mais des femmes, toutes différentes, qui luttent jour après jour, année après année. Nous refusons la récupération de cette journée à des fins commerciales, avec des messages publicitaires proposant de la « fêter » par un cadeau ou une distribution de fleurs sur le lieu de travail... sans doute pour mieux faire oublier, le reste de l'année, l'ampleur des inégalités qui restent à combattre. Les femmes sont touchées par les inégalités de salaire et de retraite, par le temps partiel subi, la précarité, elles sont majoritairement en charge des tâches domestiques et familiales, minoritaires dans les postes de responsabilité politique ou économique. Elles sont trop souvent victimes de multiples formes de violences: viols, violences conjugales, agressions racistes de femmes immigrées, violences sexistes au travail, lesbophobie, prostitution...

Le 8 mars ne doit pas être une journée sans lendemain.

Plus que jamais, il doit s'inscrire dans une dynamique de mobilisations, de luttes et de revendications des femmes, ici et partout dans le monde, pour faire reculer le système patriarcal et obtenir l'égalité, aussi bien au travail, dans la famille que dans la société toute entière! Il s'agit donc de faire du 8 mars une journée de mobilisation avec toutes les formes d'action permettant aux femmes de s'y impliquer: manifestations, rassemblements festifs, actions symboliques, et des actions de grèves lorsque c'est possible.

Des actions contre les inégalités au sein de la famille (travail domestique, prise en charge de l'éducation, des soins aux enfants et aux proches,...).

Des actions solidaires avec toutes les femmes victimes de violences sexistes et lesbophobes.

Des actions solidaires avec les femmes du monde entier, pour le respect des droits de toutes et l'accès à l'égalité.

Des actions visibles dans la rue afin de montrer que nos combats visent à changer la société toute entière.

Et des grèves au travail, quand le contexte s'y prête, contre les inégalités de salaires et d'emplois, contre le plafond de verre et la précarité...

Sur la base de ce texte, les signataires appellent à renforcer ou à créer partout des collectifs unitaires pour préparer ensemble un 8 mars 2014 de luttes, syndical et féministe